

La France face aux crises

La crise économique qui touche la France à partir de 1931 est tardive mais profonde. Elle révèle rapidement une crise de société et une crise de régime, qui mettent la République en péril.

Les crises françaises

Si la crise économique n'atteint que tardivement la France, elle sert de révélateur à une grave crise politique. Les premiers signes de la crise en France se manifestent par une baisse des valeurs boursières. Les prix agricoles chutent. La diminution du pouvoir d'achat des paysans et des exportations provoque une contraction sensible de la production industrielle et l'apparition du chômage qui frappe plus de 860 000 travailleurs en 1936, pour lesquels aucune aide n'est prévue. L'incapacité des dirigeants politiques à résoudre la crise entraîne une profonde crise des valeurs politiques traditionnelles françaises.

L'antiparlementarisme latent se ravive quand éclate une série de scandales politico-financiers et notamment l'affaire Stavisky. Escroc, il aurait fait bénéficier des parlementaires de ses largesses. Il est retrouvé mort, "suicidé", le 9 janvier 1934.

L'indignation de l'opinion publique est exploitée par la presse et les liges d'extrême droite. Elle rencontre aussi des échos favorables dans le monde des anciens combattants.

Pendant tout le mois de janvier ont lieu des manifestations, à Paris autour de la Chambre des députés, aux cris de "À bas les pourris", "À bas la République". Le 6 février 1934, la manifestation dégénère : on relève 13 morts.

Les liges d'extrême droite cherchent à saper les institutions républicaines et occupent la rue pour critiquer les représentants de la démocratie parlementaire. Relayées par la presse d'extrême droite, elles entretiennent dans le pays une atmosphère d'intense passion politique, dénonçant pêle-mêle, "les parlementaires corrompus", "les juifs profiteurs" et "les communistes révolutionnaires".

La ligue des Croix de feu (500 000 membres) est un groupe d'anciens combattants qui exalte la fraternité des tranchées, la réconciliation nationale, les valeurs morales, le retour à la terre, le culte de la patrie, qui veut avant tout renforcer l'État. Le 6 février 1934, si les Croix de feu sont présents, leur chef, le colonel de La Rocque, refuse de marcher sur la Chambre des députés.

Les francistes de Marcel Bucard sont une simple reprise des chemises noires de Mussolini.

Jacques Doriot quitte le PCF pour avoir souhaité, avant l'heure, l'union avec les socialistes afin de faire barrage à l'extrême droite. Le Parti populaire français (PPF), qu'il crée en 1936, est le seul parti fasciste français de masse. Doriot exhalera sa rancœur dans un antibolchevisme qui le conduira à mourir, en 1945, sous l'uniforme de la Wehrmacht.

L'Action Française, à la fois ligue et journal d'extrême droite, dirigée par Charles Maurras, élabore un programme monarchiste, s'appuyant sur les élites traditionnelles. Elle reconnaît au régime mussolinien le mérite d'avoir mis fin au parlementarisme.

Le Front populaire : la réponse française à la crise

Formé par l'alliance du Parti communiste, du Parti socialiste-SFIO et du Parti radical, en réaction aux émeutes des ligues en février 1934, le Front populaire remporte les élections législatives en mai 1936 et porte à la présidence du Conseil Léon Blum.

Le gouvernement de Blum réalise d'importantes réformes sociales dans le cadre des accords de Matignon : semaine de 40 heures obligatoire, relèvement des salaires, congés payés, conventions collectives, délégués ouvriers.

Dès le mois de mai 1936, les occupations des usines s'organisent : grèves sur le tas, elles ne constituent pas une prise de pouvoir des soviets dans les entreprises, comme le craignent les patrons, mais permettent aux ouvriers (et aux ouvrières) de faire pression sur le patronat lors de la formation du gouvernement Blum et des discussions sociales. Elles traduisent un sentiment de liberté, une manifestation de dignité.

La loi du 11 juin 1936 instaure les premiers congés payés. Dorénavant, après un an de présence dans une entreprise, un salarié a droit à 15 jours de congés payés. Son adoption par la Chambre par 563 voix contre 1 prouve que même les plus conservateurs savent que la France est en retard sur le plan social. C'est le début du tourisme en France. Au travers des premiers départs en vacances, c'est un véritable sentiment de liberté qui se répand sur toutes les routes de France.

L'exemple de la guerre civile espagnole, les grèves massives de mai et juin 1936, l'arrivée au pouvoir de Léon Blum, soutenu par le Parti communiste, déchaînent la presse d'extrême droite contre le gouvernement du Front populaire. Pour elle, la révolution menée par les communistes et les juifs est aux portes de la France.

En août 1936, l'Office national interprofessionnel du blé est créé. Son rôle est de régulariser le marché. Les industries de guerre sont nationalisées. Une réforme de la Banque de France est entreprise. En fait, ces réformes de structure ne représentent qu'un ensemble de mesures timides, mais qui soulèvent l'hostilité de l'opinion alertée par la presse de droite, qui y voit le début de la soviétisation de la France.

La situation politique, l'atmosphère pleine de haine et de violence qui entoure l'expérience du Front populaire provoquent le suicide du ministre de l'Intérieur socialiste, Roger Salengro, accusé, à tort, de désertion en 1915.

Rapidement, sous la pression des événements extérieurs, notamment la guerre d'Espagne, et intérieurs (pression de l'extrême droite, du patronat, des dissensions au sein du Parti radical, difficultés économiques), le Front populaire se disloque et Blum démissionne en juin 1937.

La défense de la France

Traumatisée par l'hécatombe de 1914-1918, la France met en place un système militaire entièrement fondé sur la défensive répondant au pacifisme ambiant, à une stratégie de pure passivité et s'appuyant sur une série de fortifications le long de la frontière avec l'Allemagne : la ligne Maginot, du nom du ministre de la guerre André Maginot qui fait adopter le projet en 1929.

Elle n'est pas prolongée face à la Belgique et à la Suisse pour des raisons diplomatiques, mais aussi parce que les Ardennes sont considérées comme infranchissables.

La ligne Maginot est défendue par les hautes autorités militaires françaises, conduites par le maréchal Pétain, mais également par le général Gamelin, qui succède au général Weygand à la tête des armées françaises.

Le reste de l'armée ne manque ni de chars ni de canons, mais ses méthodes de combat sont, elles aussi, tournées vers la défensive.

Commencé en 1934, le réarmement français est marqué par le programme lancé pendant l'été 1936, dit des "14 milliards", et qui dépasse de 40 % les demandes de l'état-major. Il est complété par des constructions navales et le lancement d'avions de combat qui portent l'effort à 40 milliards de francs. Une troisième tranche de dépenses militaires est décidée en décembre 1936. L'ensemble du projet, étalé sur quatre ans en principe, doit doubler le potentiel de défense française.

Cependant, si Léon Blum et Édouard Daladier, ministre de la guerre, sont conscients de la gravité du péril, du caractère inéluctable de l'épreuve de force que Hitler impose à l'Europe, ils ont une vision purement défensive du réarmement qui doit avoir une fonction dissuasive.

Le ministre de l'air Pierre Cot et son chef de cabinet Jean Moulin s'engagent dans la modernisation de l'aviation française. Dès 1933, Cot s'oppose à Pétain et Weygand sur la conception d'une aviation de coopération avec les autres armes. Le 1^{er} avril 1933, est créée l'armée de l'air.

Face à l'Allemagne, qui mise sur une guerre éclair, la France craint une guerre longue où le potentiel économique fera la différence.

L'Empire, et le reste du monde, grâce à la liberté des mers garantie par la puissance de la flotte de guerre alliée, doit fournir les matières premières et les hommes pour vaincre une Allemagne qui, ne disposant pas de colonies, est soumise au blocus de ses côtes. Comme en 1914, la France espère bien bénéficier de la "force noire".

La France, puissance impériale et maritime, possède en 1939 une importante et moderne flotte de guerre.

Principal collaborateur de Clemenceau à la présidence du conseil en 1917-1918, puis député, Georges Mandel devient ministre des colonies en 1939. Il entreprend d'organiser une armée impériale de conscription et met en place des arsenaux militaires dans toute l'Afrique.

Le colonel de Gaulle

Né à Lille dans une famille royaliste, Charles de Gaulle est nourri d'histoire, de patriotisme et de religion. En 1914, Saint-Cyrien, il est blessé dans les premiers combats. Guéri, il est renvoyé au front. De nouveau blessé à Verdun et laissé pour mort, il est fait prisonnier par les Allemands. Repris à chaque tentative d'évasion, il finit la guerre dans un camp à surveillance spéciale.

En 1920, il fait partie de la mission Weygand qui soutient la jeune République de Pologne contre les troupes bolcheviques. En 1927, il est en poste en Allemagne, à Trèves. En 1929, il est au Levant sous mandat français.

À son retour en France, il publie un ouvrage dans lequel il expose ses théories militaires, mais aussi politiques : *Vers l'armée de métier* (1934).

Selon de Gaulle, les hautes autorités militaires préparent mal l'éventuel conflit, "dans la routine et les leçons du passé". Le système de défense mis en place absorbe beaucoup de ressources aux dépens des armes mécaniques et modernes (infanterie automobile notamment). Celles-ci, autonomes et présentes en masse, ne peuvent être pilotées que par des experts, c'est-à-dire des professionnels.

Il fait également remarquer que si la France fonde sa sécurité sur des alliances en Europe centrale, elle ne peut logiquement limiter l'armée française à un simple attentisme défensif derrière la ligne Maginot. Mais les idées du colonel de Gaulle se heurtent au conservatisme de la hiérarchie militaire.

De Gaulle se tourne alors vers des responsables civils plus ouverts à ses projets, notamment Léon Blum et Paul Reynaud.

Le député Paul Reynaud militera en vain pour le corps cuirassé aux côtés de de Gaulle. Devenu président du Conseil en 1940, Reynaud nommera de Gaulle sous-secrétaire d'État à la guerre.

"L'armée française reste contre l'emploi massif et autonome des blindés. Si personne n'est contre les chars en tant qu'arme d'accompagnement, partie d'un ensemble, tout le monde est contre les chars comme fondement et instrument d'une stratégie globale" Paul Reynaud.

In 1919-1939, *d'une guerre à l'autre*, Ministère de la défense, Secrétariat d'État à la défense chargé des anciens combattants, Délégation à la mémoire et à l'information historique, 1999.